

— Il me souvient d'avoir vu il y a quelques années à Rome une gravure tout à fait symptomatique. Elle s'étalait à tous les coins de rue ; on la voyait jusque sur la couverture des cahiers que l'on donnait aux élèves des écoles primaires ; elle était reproduite comme une sorte de drapeau au frontispice ou à la dernière page de certaines revues dont elle déterminait ainsi la finalité. La gravure représentait Lucifer sur un char, les ailes éployées, guidant quatre chevaux fougues campés sur la boule du monde. Sur la poitrine de Lucifer s'étalait le triangle maçonnique, et le globe du monde ainsi trainé par ces quatre chevaux foulait dans sa course rapide des tiaras, des mitres, des crosses, mais aussi des sceptres et des couronnes. Il était difficile de mieux résumer en une page ce qu'était l'œuvre maçonnique et de montrer le chef de cette armée aux mille bras.

— Mais ordinairement la franc-maçonnerie procède d'une façon plus cauteleuse et dissimule avec plus de soin son but. Elle est assez nombreuse dans la République-Argentine. Il y a trois ans elle crut le moment arrivé pour obtenir la reconnaissance légale et l'existence juridique.

— La demande, faite officiellement, fut traitée suivant les règles ordinaires, et l'avis du conseiller chargé de l'examen du dossier conclut dans son rapport à la non réception de la demande parce que disait-il : " c'est une association qui n'a point pour objet le droit commun, et si elle n'est pas faite exclusivement pour le bien de ses associés, elle est, dans les bases de son organisation, contraire à la constitution nationale et aux lois de l'ordre public ". Le procureur-général examina de nouveau la question et rendit un avis conforme, en suite de quoi un décret du président de la République déclarait, à la date du 22 août 1907, qu'il n'y avait pas lieu d'accorder à la loge maçonnique *Obeïssance à la loi* qui avait fait la demande, la reconnaissance légale et l'existence juridique.

— Voilà quelle était au moment des fêtes du Centenaire la situation de la maçonnerie dans la République-Argentine. La